

Le chantier des éoliennes bat son plein dans la baie

Une armada de techniciens et d'ouvriers s'active toujours, dans les eaux de la Manche, pour assembler les 62 éoliennes du parc de la baie de Saint-Brieuc. La moitié du parc est déjà construite.

Déjà vingt-neuf éoliennes sont visibles depuis les côtes de la baie de Saint-Brieuc. Le chantier du parc éolien commencé en 2021 par l'entreprise espagnole Iberdrola, bat son plein et atteint son rythme de croisière. D'ici la fin de l'année, les 62 éoliennes de 210 mètres de hauteur devraient être assemblées et produire jusqu'à 1 820 GWh d'électricité par an pour alimenter une grande partie de la Bretagne, l'équivalent de la consommation de 835 000 habitants. Les éoliennes installées ont envoyé leurs premiers électrons début juillet via un long câble sous-marin ensouillé de 33 km de long qui rejoint Erquy. L'électricité rejoint ensuite le réseau très haute tension de RTE à Hénansal, près de Lamballe.

Le chantier en temps réel

Les promeneurs ont pu apercevoir, ces dernières semaines, les éoliennes pousser à une vingtaine de kilomètres des caps Fréhel et d'Erquy, et à une trentaine de kilomètres de la côte du Goëlo (de Bréhat à Plérin). Iberdrola publie également une carte qui permet de suivre le chantier en temps réel. Elle indiquait, vendredi 11 août, que 29 éoliennes avaient été assemblées sur la partie nord du parc près de la frontière avec les eaux territoriales britanniques. Pendant qu'un navire fixe le mât et les pâles, d'autres continuent à forer, installer les pieux et les fondations jaunes à trois jambes dans la partie sud du parc.

Au plus fort du chantier, ce sont un millier de marins qui sont quotidiennement sur le site à bord d'une trentaine de navires, indiquait Iberdrola en janvier dernier. Le champ éolien s'étend sur une superficie de 75 km². Les éoliennes, qui culminent à 210 m en bout de pale (la taille de la Tour Montparnasse), sont éloignées d'un kilomètre les unes des autres. Le montant de l'investissement pour la



Les éoliennes, ici sur le chantier le 18 juillet, arrivent quatre à quatre sur ce bateau en provenance de l'usine Siemens du Havre.

(PHOTO : DAVID ADEMIS / OUEST-FRANCE)

multinationale espagnole est de 2,4 milliards d'euros. L'État français subventionne ce projet en garantissant à Iberdrola un prix de rachat de l'électricité bien plus élevé que le prix du marché pendant 20 ans (155 €/MWh). En 2019, le montant maximum de l'aide publique sur vingt ans était estimé à 4,7 milliards d'euros.

Des retombées locales

Mais Iberdrola va devoir payer une taxe avoisinant les 10 millions d'euros par an à l'État, qui sera redistribuée pour moitié aux communes littorales situées à moins de 12 milles marins des éoliennes. Erquy et Pléneuf-Val-André vont tirer le jackpot avec des recettes annuelles de plus d'1,2 million d'euro chacune. Fréhel touchera

0,8 million par an. Côté retombées économiques, elles sont moins importantes qu'espérées. Certes, ce projet a créé quelques emplois locaux et permis la création d'une usine d'éoliennes (Siemens) au Havre en remplissant son carnet de commandes. Mais pour la construction des fondations, dont une partie a eu lieu sur le port de Brest, Iberdrola a fait appel principalement à ses partenaires espagnols.

Un chantier contesté

Durant les mois qui ont précédé ce chantier, la contestation du projet a atteint son paroxysme avec des manifestations de pêcheurs en mer, qui craignent pour la ressource. Les éoliennes sont implantées sur une

partie du gisement de la lucrative coquille Saint-Jacques, pour laquelle les professionnels ont fait des efforts pour la préserver. À noter que les organisations professionnelles de la pêche toucheront 35 % de la taxe évoquée précédemment (3,5 millions par an).

Les mouvements écologistes sont divisés sur ce projet. Certains, comme Sea Shepherd, sont vent debout et craignent pour la faune maritime. D'autres, comme la FNE, sont plutôt favorables. Des mouvements locaux, comme Gardez les Caps ou le collectif contre l'usine éolienne, combattent toujours ce projet, avançant des arguments économiques, sur la politique de l'énergie, mais aussi les impacts environnementaux et visuels.